

vivre MIEUX

LE MAG'
DES FAMILLES

Auvergne-Rhône-Alpes

LA SOBRIÉTÉ, UNE QUESTION DE SURVIE ?

PLACE À L'ACTION

FABRIQUER OU RECYCLER
AU LIEU DE CONSOMMER

DES PROJETS
ET DES HOMMES



EDITORIAL



Cela fait longtemps que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les associations écologistes, les médias, les réseaux sociaux interpellent les pouvoirs publics sur le réchauffement climatique. Hélas d'autres priorités ont été retenues, les mesures à prendre toujours remises à plus tard, et il faut maintenant agir dans l'urgence.

Sous la pression de la crise énergétique en partie déclenchée par la guerre en Ukraine, le gouvernement français a adopté son plan de sobriété. Objectif : réduire de 40 % notre consommation d'énergie d'ici 2050 afin d'atteindre la neutralité carbone.

La moitié des économies d'énergie à faire dans les deux ans qui viennent, se trouvent dans la consommation des entreprises du tertiaire. Mais chacun a son rôle à jouer. A l'Etat et aux collectivités territoriales de montrer l'exemple ! Aux particuliers et aux familles de comprendre que pour laisser à nos enfants et petits-enfants une planète viable, la sobriété n'est pas un vain mot. « *La sobriété consiste à nous questionner sur nos besoins et à les satisfaire en limitant leurs impacts sur l'environnement* », rappelle l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

Equipements ménagers, habillement, produits de téléphonie mobile : apprenons à distinguer ce dont nous avons vraiment besoin de ce dont nous avons envie. Ne nous précipitons pas dans les rayons des soldes pour acheter des vêtements qui termineront au fond de nos placards !

La sobriété se heurte encore à certaines habitudes très ancrées dans nos sociétés occidentales, qui assimilent le confort, voire le bonheur, à l'accumulation de biens en tout genre. Pourtant une consommation plus sobre peut être désirable ! Les mentalités évoluent dans le bon sens et de nombreux projets (recyclage, réparations, constructions écologiques, etc...) fleurissent dans toute la France avec des personnes de tout âge, comme nous le constatons chaque jour à travers nos associations.

Pour une partie de la population, la sobriété est contrainte et synonyme de pauvreté. Car ce n'est pas forcément par choix qu'elle se chauffe peu, qu'elle dépense peu, qu'elle consomme très -trop- modérément.

Pour les autres, l'évolution des comportements est désormais indispensable, et quasiment une question de survie. Nous ne sommes pas loin de voir le retour d'une politique de rationnement énergétique que plusieurs pays ont déjà expérimenté lors du choc pétrolier de 1974. Mais d'autres biens essentiels, comme l'eau pourraient bientôt manquer.

Il est encore temps d'opter pour une sobriété désirable si l'on ne souhaite pas demain être acculés à une sobriété subie.

Guylaine Brohan,
Présidente de Familles Rurales, fédération nationale

SOMMAIRE

DOSSIER :

- P. 3 La sobriété, une question de survie ?
- Faut-il des mesures contraignantes pour donner l'impulsion à une sobriété collective efficace ?
 - La sobriété est aussi une question sociale
 - Vers une politique du renoncement ?
 - Les bio-régions au service de la sobriété
- P. 8 PLACE À L'ACTION
- P. 10 CE QU'EN PENSENT LES JEUNES
- P. 11 EN PRATIQUE

LA DYNAMO :

- P. 12 • Un écosystème coopératif en milieu rural
- P. 13 • Adeline Rony, co-créatrice de l'association Tero-Loko
- P. 14 • L'Atelier Paysan : redonner de l'autonomie aux agriculteurs

Directrice de publication : Guylaine Brohan
Directeur de la rédaction : Guillaume Rodelet
Rédactrice en chef : Niki Vouzas

Ont également contribué à ce numéro :
Marina Julienne (journaliste)

Mise en page : Françoise Barbier

Crédit photos : Adobe Stock

Dépôt légal : à parution

Impression :

Imprimerie Vincent
32 avenue Thérèse Voisin
37042 TOURS CEDEX 1
Imprimé sur papier PEFC
Trimestriel - Numéro 20



Familles Rurales

Fédération nationale

7 cité d'Antin - 75009 PARIS

Tél. : 01 44 91 88 88 / Fax : 01 44 91 88 89

vivremieux@famillesrurales.org - www.famillesrurales.org

Familles Rurales est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique, ne relevant d'aucune sensibilité politique, syndicale ou confessionnelle, agréée et habilitée par de nombreux ministères. Le Mouvement regroupe 121 000 familles adhérentes, 1 850 associations locales, 25 000 bénévoles et 17 000 salariés.



DOSSIER

LA SOBRIÉTÉ, UNE QUESTION DE SURVIE ?

Parviendrons-nous à sortir de la crise écologique et de notre démesure consumériste en évitant une crise sociale et en garantissant à tous de dignes conditions de vie ? C'est en tout cas le vœu d'une part grandissante de la population, qui se dit prête à choisir la sobriété.

Si l'on en croit les baromètres annuels réalisés par l'ADEME sur le sujet de la consommation responsable, la sobriété n'est plus un vain mot : 52 % des français déclarent qu'il faut repenser entièrement notre modèle économique et sortir du mythe de la croissance infinie. Une écrasante majorité (88 %) considère que l'on vit dans une société qui nous pousse à acheter sans cesse et souhaiterait que la consommation y prenne moins de place.

Mais sommes-nous vraiment prêts à renoncer à des achats impulsifs, à limiter drastiquement notre consommation d'énergie, de biens d'équipements, à réduire nos déplacements ? Rappelons que la France compte entre 5 et 9 millions de pauvres, selon que l'on fixe ce seuil de pauvreté à 50 % ou 60 % du niveau de vie médian (940 ou 1102 euros par mois pour une personne seule). Pour ces personnes, la sobriété n'est donc pas un choix, mais une contrainte, subie aussi par une partie des classes moyennes. Par exemple, chaque année, 40 à 55 % de la population ne part pas en vacances. Et ne

consomme donc ni essence ni kérosène... A l'échelle mondiale, les 10 % des personnes les plus riches consomment 39 % de l'énergie totale, alors que les plus pauvres n'en consomment que 2 %.

« *Consommer moins, mais consommer mieux* » : c'est ce que réclament depuis longtemps de nombreux experts, inquiets des menaces que nos modes de vie font peser sur la planète. Si nous voulons contenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C par rapport au niveau pré-industriel, et limiter l'élévation des températures à 1,5°C, il nous faudrait diminuer nos émissions annuelles de 10 %.

Sous la pression de l'urgence liée à la crise énergétique, le gouvernement français a adopté son plan de sobriété. Objectif : réduire de 40 % notre consommation d'énergie d'ici 2050 et de 10 % dans les deux ans, afin d'atteindre la neutralité carbone. Mais comment répondre à cette double injonction d'une sobriété imposée par la raréfaction des ressources et d'une nécessaire croissance, garante d'emplois et de revenus ?

Peut-on sortir de cette contradiction que le président du Medef a condensé en une formule :

« la croissance sobre » ?

« La sobriété consiste à nous questionner sur nos besoins et à les satisfaire en limitant leurs impacts sur l'environnement, rappelle l'ADEME dans son étude prospective Transition(s) 2050¹, qui envisage quatre scénarios permettant d'atteindre la neutralité carbone en 2050. La réduction de la demande d'énergie (de - 23 % à - 55 % selon les scénarios) est toujours le facteur clé pour atteindre cette neutralité. Mais dans certains scénarios (« pari réparateur » et « technologies vertes ») la société compte sur les technologies et le numérique pour y parvenir ou réparer les effets négatifs de nos comportements sur l'environnement. Dans d'autres, il s'agit de transformer les imaginaires et les pratiques de consommation, avec une modification radicale des usages et des techniques de l'habitat, des mobilités, une adaptation profonde du système productif agricole et industriel, une réduction drastique de la consommation de ressources naturelles. Ainsi, dans le scénario « Génération frugale », la sobriété est poussée à son maximum, avec par exemple une consommation de viande divisée par trois, une réduction d'un tiers du nombre de kilomètres parcourus par habitant et par an, dans une société où règnent les low-tech, une dé-métropolisation en faveur des zones rurales, une production au plus près des besoins, etc.

Est-il réaliste d'imaginer une société prête à renoncer à son mode de vie pour parvenir à un tel changement de modèle, qui implique les particuliers autant que les entreprises ? Et ce, sans recourir à la contrainte ? Sachant qu'au fil des modernisations successives, le monde s'est reconfiguré de telle sorte que beaucoup de consommations, comme, par exemple, l'usage de la voiture, ne sont plus de l'ordre du luxe ou du confort, mais devenues des nécessités.

« Oui, nous pouvons être plus heureux avec moins, estime en substance le mathématicien et philosophe Olivier Rey, auteur de *Quand le monde s'est fait nombres* (Ed Stock, 2016). Citant le philosophe Ivan Illich (1926-2002), il rappelle que l'accomplissement humain tient au plein exercice de nos facultés naturelles, ce dont nous prive le consumérisme ambiant, qui nous présente la sobriété comme une forme de privation. « Dans un monde où l'on ne peut dire « assez » que lorsque la nature cesse de fonctionner comme une mine ou une poubelle, ce qui attend l'être humain n'est pas la satisfaction mais une résignation morose », disait Ivan Illich. En revanche une certaine austérité fait apprécier ce qui est à notre portée.

« Au point où nous en sommes, ce seront en premier lieu les limites physiques qui nous imposeront la sobriété, estime Olivier Rey². Ce qui dépend de nous, c'est la manière dont elle sera vécue. Les limites pourront être accueillies comme le symptôme d'un dérèglement et l'occasion d'en sortir, ou comme une accablante pénurie

qu'il faut s'acharner à surmonter en pressant le citron jusqu'à la dernière goutte ».

Comment apprivoiser cette sobriété, afin qu'elle soit véritablement bien vécue, et non pas perçue comme douloureuse ?

« Lorsqu'on achète quelque chose, on croit que cela répond à un besoin, car on est emporté par le plaisir de l'acte d'achat, explique Valérie Guillard, enseignante chercheuse en marketing à l'université Paris-Dauphine, auteure de *Comment consommer avec sobriété ?* (édition de Boeckx, 2021). La sensation de gaspillage vient après, avec l'accumulation des objets, leur inutilisation. Et c'est ce qui souvent déclenche l'envie de sobriété ».

Selon elle, il est inutile de s'épuiser avec la charge mentale des actions à entreprendre pour transformer son mode de vie. Il faut d'abord prendre le temps de s'informer, de se réorganiser, d'adopter de nouvelles habitudes. « On n'est pas tout seul, il faut persuader son entourage, c'est pourquoi le cheminement vers la sobriété s'effectue progressivement, estime Valérie Guillard. Commencer par une pratique même mineure enclenche des façons de faire qui deviendront une habitude ». Par exemple, je n'achète plus de lessive en baril, mais une lessive naturelle livrée dans des contenants consignés, ce qui demande d'abord de l'organisation, mais qui ensuite devient une routine très simple. On en tire une petite fierté et on est content de faire autrement et mieux.

Par ailleurs, selon elle, un « marketing responsable » peut aussi vendre des objets moins nocifs pour l'environnement voire vertueux et faire de la sobriété un style de vie désirable. C'est ainsi que la société Mustela vient d'annoncer le remplacement de son produit phare, les lingettes ultra polluantes, par un nouveau produit en fibre naturelles, contenant 99 % d'eau. A une toute autre échelle, Renault Truck fait rouler les premiers camions électriques. Greenwashing³ permettant de sauver des taux de croissance ou réorientation de certaines productions par sincère souci écologique ?

Laissons cela au bénéfice du doute, et espérons, avec Patrick Viveret*, « que face à la démesure consumériste, "l'écologie politique"⁴ sagesse qui articule le politique et l'écologie, permette de sortir de la crise systémique actuelle. Et que notre société parvienne à répondre au couple formé par la démesure et le mal-être par un autre couple, celui de la "sobriété heureuse", formé par l'acceptation des limites et l'enjeu positif du "bien-vivre" ».

¹ <https://librairie.ademe.fr/cadic/6529/transitions2050-synthese.pdf?modal=false>

² Philosophie Magazine, octobre 2022, La sobriété

³ Argument écologique utilisé de manière trompeuse

⁴ Le Monde, 2019

TÉMOIGNAGES

FAUT-IL DES MESURES CONTRAIGNANTES POUR DONNER L'IMPULSION À UNE SOBRIÉTÉ COLLECTIVE EFFICACE ?

POUR

Nicolas Goldberg, responsable du pôle énergie de Terra Nova, think tank ayant pour but de diffuser des solutions politiques innovantes en France et en Europe.

« Tout l'éventail des mesures publiques doit être déployé : exemplarité, incitations, mais aussi contraintes. De nombreuses mesures sont inscrites dans la loi et ne sont pas respectées. Par exemple, les terrasses chauffées en extérieur sont interdites depuis le 31 mars 2022 par la « loi climat et résilience », dont les prescriptions n'ont été que peu suivies pendant les périodes de froid en avril de la même année, au nom d'une « tolérance temporaire ». La loi prévoit une amende de 1 500 € en cas de récidive, or aucune verbalisation n'a eu lieu.

Concernant le chauffage, le code de l'énergie fixe déjà pour tous les locaux d'enseignement, de bureaux, des limites supérieures à 19°C. En cas d'inoccupation pendant 24 à 48h, cette température tombe à 16°C, puis à 8°C au-delà. Pour la climatisation, la température maximale de refroidissement est de 26°C. Or en plein été qui ne s'est pas trouvé à grelotter dans des bureaux ou des magasins sur-climatisés ?

Il faut aussi faire respecter la loi d'éclairage des enseignes commerciales de nuit et des publicités lumineuses, censées être éteintes à partir d'une heure du matin.

La moitié des économies d'énergie à faire dans les deux ans qui viennent se trouvent dans la consommation des entreprises du tertiaire. A l'Etat et aux collectivités territoriales de montrer l'exemple ! Sans quoi le rationnement de la consommation énergétique, qui ne constitue pas une politique de sobriété désirable, pourrait être nécessaire. »

CONTRE (pas tout de suite)

Olivier Sidler, consultant spécialisé dans la maîtrise de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables, membre de l'association négaWatt, qui a pour objectif le développement d'une politique énergétique fondée sur la sobriété et l'efficacité énergétique.

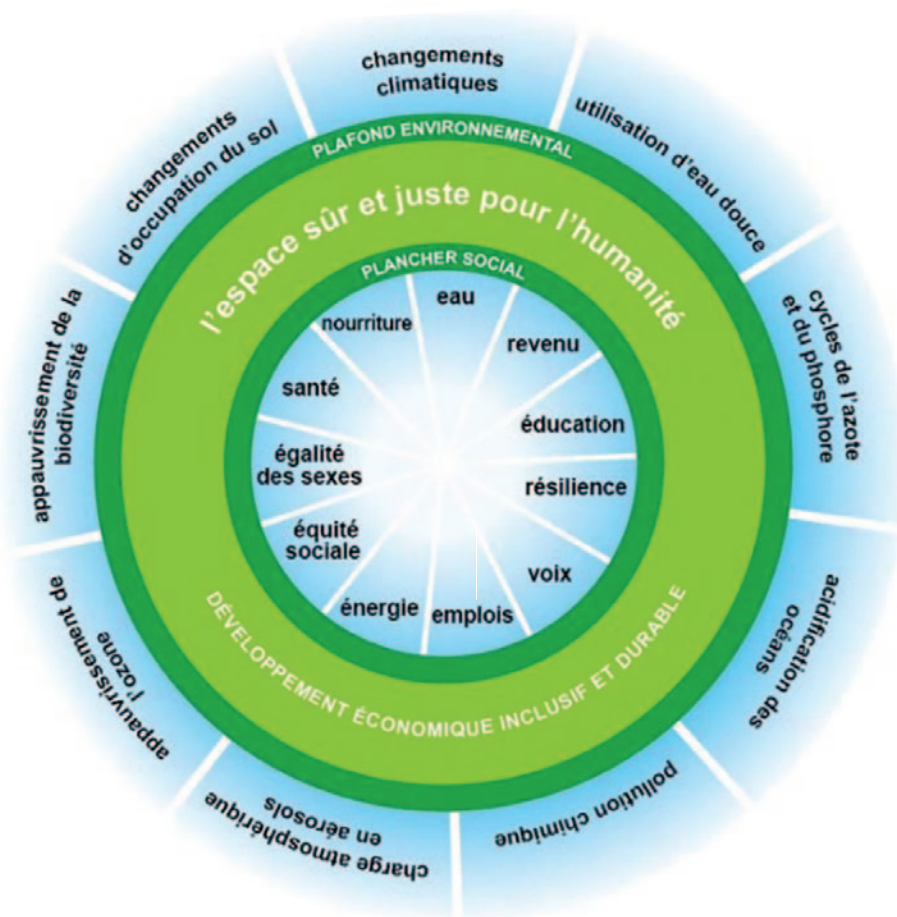
« Le plan de sobriété énergétique qui a été annoncé par le gouvernement est ambitieux, il reprend de nombreuses mesures que nous réclamons à négaWatt depuis plusieurs années. Aucun autre pays européen n'a été aussi loin. Je pense que ce plan est l'occasion d'une prise de conscience, et qu'il devrait nous permettre, collectivement, de faire enfin quelque chose d'utile ensemble. Appliquer la sobriété énergétique, c'est donner la priorité aux consommations qui répondent à un service essentiel et abandonner celles qui sont superflues. La sobriété nous invite donc à modifier nos comportements en réfléchissant davantage à leurs impacts. Bien sur, cette évolution ne dépend pas uniquement d'actes individuels, mais aussi de choix collectifs. Il ne suffit pas, par exemple, de vouloir se déplacer à vélo, encore faut-il que l'aménagement de la voirie le permette. La sobriété se heurte toutefois à certaines habitudes très ancrées dans nos sociétés, assimilant notamment le confort, voire le bonheur, à l'accumulation de biens en tout genre. Mais les mentalités évoluent dans le bon sens. Donc parions d'abord sur la responsabilité des personnes et des entreprises, faisons comprendre aux gens que si cela se complique, il y aura pénurie, et sanctions pour tout le monde, avec des coupures d'énergie subies. Un bilan pourrait être réalisé d'ici deux mois. Et si on observe que les résultats ne sont pas à la hauteur, il sera temps de prendre des dispositions plus coercitives.

Mais pour l'instant les personnes ne sont pas prêtes à faire entrer à leur domicile ou dans leurs bureaux une « police des températures ».



« LA SOBRIÉTÉ EST AUSSI UNE QUESTION SOCIALE »

Cécile Renouard
Philosophe,
cofondatrice et présidente
du Campus de la Transition,
et religieuse
de l'Assomption.



"La Théorie du Donut, l'économie de demain en 7 principes", selon l'économiste Kate Raworth

VERS UNE POLITIQUE DU RENONCEMENT ?

Après avoir depuis des décennies conçu de nouvelles infrastructures, inventé de nouveaux produits, et organisé une société qui ne se vit et ne se pense qu'en expansion, doit-on entrer, au moins partiellement, dans une logique du renoncement et de la fermeture ?

« Renoncer aux futurs déjà obsolètes », c'est le credo d'une équipe de recherche interdisciplinaire sur l'Anthropocène*, l'Origens Media Lab dont plusieurs membres travaillent à l'école de management de Clermont-Ferrand. Ce laboratoire accompagne les organisations à une transformation ou une réduction de certains de leurs domaines d'intervention. Prenons l'exemple des stations de ski. Les communes savent que la neige va manquer. Mais comment fermer ces stations ? Que proposer aux hôteliers, restaurateurs, moniteurs, ou guides de montagne qui en vivent ? Quelques communes se sont reconverties dans un « tourisme des 4 saisons », sans réel succès, car beaucoup moins rémunérateur. Ce qui tendrait à prouver qu'une simple transition vers des activités plus vertes n'est pas toujours possible. « Les organisations, publiques ou privées, vont devoir apprendre à conduire de véritables protocoles de renoncement pour aligner leurs activités sur les limites planétaires et la disponibilité locale et viable de ressources matérielles, estime Alexandre Monnin, philosophe, directeur scientifique de ce laboratoire et responsable de la formation « Stratégie et Design pour l'Anthropocène ».

Faut-il par exemple sauver à tout prix le secteur aérien ? Les plateformes pétrolières ? Les stations balnéaires qui finiront sous l'eau ? Pas sûr, même si cela nous paraît impensable, ces organisations ayant su créer des réseaux de dépendances autant économiques qu'affectifs au sein de nos sociétés. Mais penser et anticiper une trajectoire de fermeture serait déjà un premier pas ! Car il ne suffira pas de verdir certaines activités pour basculer vers un monde durable. « Nous héritons d'un nombre important de « communs négatifs » (déchets, centrales, autoroutes, etc.) que l'on ne peut pas se permettre de maintenir, même si on y est attachés, estime Alexandre Monnin. Son équipe travaille donc à la meilleure façon de fermer certaines infrastructures, de renoncer à certaines activités, en respectant trois critères : la démocratie, l'anticipation, et un arbitrage non brutal, qui tienne compte de l'attachement des personnes et des organisations à leurs moyens de subsistance.

« Poser démocratiquement la question de la fermeture permettrait de proposer un cadre de réflexion à des acteurs qui pour l'instant n'en n'ont pas, conclut Alexandre Monnin. On ne peut pas s'adresser qu'à ceux qui s'enthousiasment pour de nouveaux comportements de sobriété, et faire comme si le renoncement pouvait n'être que source de joie et non de réelles difficultés... »

* L'Anthropocène est un terme, sujet à débats, relatif à une nouvelle ère géologique dans laquelle l'Homme a acquis une telle influence sur la biosphère qu'il en est devenu l'acteur central.

La sobriété est devenue un mot valise ?

Je me méfie de ce terme passe partout, utilisé sans n'être jamais mis en tension avec d'autres notions, comme celle des profits, de la baisse nécessaire de la consommation, ou encore de la réduction de certaines ressources. On fait comme si le passage à la sobriété allait être simple et indolore pour l'ensemble des citoyens, mais ce n'est pas le cas !

Il faudrait différencier le discours selon les personnes auxquelles on s'adresse ?

Les 10 % les plus riches en Amérique du Nord émettent 73 tonnes de CO₂ équivalent par personne et par an. Nous sommes à plus de 29 tonnes en Europe pour la même catégorie de population* . En France, un ménage appartenant au groupe des 10 % les plus pauvres émet 15 tonnes de CO₂ équivalent par an, contre 40 tonnes pour un ménage des 10 les plus riches**. Les efforts à consentir doivent donc être plus élevés pour ceux qui émettent plus de CO₂.

Vous n'êtes pas à l'aise avec cette idée d'une sobriété « choisie » ?

Ce discours est trop simpliste. Les plus vulnérables vivent déjà une « sobriété contrainte », autrement dit dans la

« pauvreté ». Pour leur éviter une double peine, il faut que les plus riches réalisent ces efforts de sobriété. Pourquoi ne pas imaginer une tarification de l'énergie en fonction des usages et des revenus : payer le kilowatt plus ou moins cher selon qu'il est utilisé pour chauffer un hôpital ou une piscine privée ? Pourquoi ne pas autoriser 20° dans les Ephad qui accueillent des personnes fragiles, et mettre de fortes amendes aux magasins qui dépassent les 19° ? Il s'agit bien de discerner en fonction de choix éthiques et plus justes.

Peut-il y avoir une sobriété sans décroissance ?

Différentes études ont montré que l'augmentation du PIB est liée pour les 2/3 à la consommation énergétique. Il n'existe donc pour l'instant pas de modèle de réduction de cette consommation sans baisse du PIB. Néanmoins, on peut réfléchir à une qualité de vie basée sur d'autres indicateurs : adopter par exemple le « modèle du donut », élaboré par l'économiste Kate Raworth (La théorie du donut, Plon, 2018). Son diagramme, en forme de beignet, combine le concept de limites planétaires avec celui de frontières sociales. Au centre, le trou

représente la proportion de personnes qui n'ont pas accès à l'essentiel. L'économie est considérée comme prospère lorsque les douze fondements sociaux à la base du beignet (logement, éducation, nourriture, etc) sont réunis sans dépasser aucun des neuf plafonds écologiques (pollution, raréfaction de l'eau, etc) au sommet du donut.

Serions-nous prêts à adopter ce type de modèle ?

C'est en tout cas pour cela que j'ai créé le Campus de la Transition ! Nous formons à la fois des étudiants, des professeurs de grande écoles, mais aussi des dirigeants d'entreprises à la « Grande Transition », via un manuel collectif, Le Manuel de la Grande Transition (LLL, 2020) qui nous permet de transformer notre façon de penser et d'agir pour la transition écologique et sociale.

<https://campus-transition.org/le-manuel-de-la-grande-transition/decouvrir-le-manuel/>

* Rapport sur les inégalités mondiales 2022 – Chancel)

** OFCE, Policy Brief 62, 2020)

LES BIO-RÉGIONS AU SERVICE DE LA SOBRIÉTÉ

Les territoires détiennent-ils la clef de la sobriété ? C'est ce que pensent les bio régionalistes, qui plaident pour des « bio-régions » basées sur l'équilibre entre les implantations humaines et les capacités de charge des écosystèmes.

La théorie des bio-régions est née aux Etats-Unis. Conceptualisée par l'essayiste Kirkpatrick Sale, c'est « un territoire découpé non par la législation mais par la nature, qui se pense en équilibre entre établissements humains, paysage et ressources ». Elle prend acte du berceau naturel qui lui permet d'exister et magnifie les relations à la recherche d'une harmonie entre humains et non humains. De là, découlent des formes politiques, démocratiques et sociétales innovantes, comme de nouvelles manières de travailler et d'aménager le territoire.

Cette approche a trouvé des émules en Europe. Le géographe italien Alberto Magnaghi, propose ainsi la « biorégion urbaine ». Selon lui, les agglomérations doivent être autogérées, autonomes, interconnectées et centrées sur la question du redimensionnement des échelles de vie.

La bio-région possède aussi — et c'est ce qui fait sa force — un aspect politique. À l'intérieur de cet espace, ses habitants sont engagés dans une démarche d'enracinement et d'autonomie. C'est ainsi que Yves Cochet, Agnès Sinaï et Benoit Thévard de l'Institut Momentum (laboratoire d'idées sur la décroissance solidaire) ont appliqué à l'Île-de-France, en 2019, l'hypothèse d'une évolution vers huit bio-régions : des territoires plus autonomes découpés de façon à permettre aux populations de vivre en indépendance alimentaire et énergétique, limitant les déplacements des individus et des marchandises. Plutôt qu'une organisation administrative et politique basée sur un découpage arbitraire c'est l'écosystème naturel



qui serait pris en compte, avec pour objectif de limiter la dépendance aux grandes industries agroalimentaires, l'emploi agricole devenant la première source d'activité. Côté transports, le nombre de véhicules individuels serait divisé par 55, soit 90 000 voitures en Île-de-France en 2050, contre cinq millions en 2015. La traction animale serait à nouveau développée et les lignes ferroviaires secondaires réhabilitées. En 2050, la consommation énergétique de la région serait ainsi divisée par trois et sa population par deux. Un scénario utopique ? Pas forcément « La biorégion invite à redimensionner les établissements humains pour qu'ils intègrent la bonne échelle, la bonne proportion de prélèvement de ressources et le bon rythme », estime Agnès Sinaï, directrice de Momentum.

<https://institutmomentum.org/qui-sommes-nous>

<https://forumviesmobiles.org/node/3520/printable/pdf>

La biorégion urbaine, d'Alberto Magnaghi Petit traité sur le territoire comme bien commun (2014)

FABRIQUER OU RECYCLER AU LIEU DE CONSOMMER

En Bretagne, les associations locales Familles Rurales proposent de (re)apprendre à faire par soi-même. Fabriquer et/ou redonner vie à des objets sont au cœur de leur démarche qui permet de bénéficier de produits indispensables ou de plaisir à prix abordable et de limiter ses achats. Ces actions sont toujours accompagnées par des intervenants experts. Les participants découvrent également de nouvelles compétences, le plaisir de faire et bien plus encore.

FAIRE PAR SOI-MÊME EST À LA PORTÉE DE TOUS

L'association de Landéhen dans les Côtes-d'Armor anime des ateliers couture pour adultes et pour adolescents. Un des objectifs est de prendre conscience que l'on peut tous fabriquer et non acheter. L'accompagnement individualisé permet de progresser à son rythme et de choisir son projet. Chacun est encouragé à récupérer et transformer les matériaux. Les deux seules contraintes données sont de créer des objets utiles et d'optimiser l'utilisation des tissus.

Contact : 06 12 24 46 07 / afrelandehen@gmail.com

MOINS CHER ET MEILLEUR POUR LA SANTÉ

Dans le Finistère, l'association de Guissény propose depuis 2018 une action riche en sens

menée par une intervenante hautement qualifiée. Une fois par mois, un groupe hétérogène et multigénérationnel se réunit pour apprendre à créer leurs produits ménagers, cosmétiques ou culinaires. Trouver des alternatives simples plus saines, moins chères et plus respectueuses de l'environnement, voilà ce que souhaitent les participants.

Contact : 06 32 01 40 82 / accueil@famillesruralesguisseny.fr

S'ÉPANOUIR EN DEHORS DE LA CONSOMMATION

Pourquoi acheter du neuf, quand on peut remettre l'ancien au goût du jour ? La question se pose quand on découvre les fauteuils réhabilités par l'atelier de restauration de l'association de la Chapelle-Bouëxic en Ille-et-

Vilaine. Les membres acquièrent tout au long de l'année les bons gestes techniques grâce à la tapissière qui les accompagne depuis 20 ans, avec passion et bienveillance.

Les participants pleinement engagés dans leur projet témoignent d'un plaisir et de valeurs bien loin de la consommation. Ici, on prend le temps de bien faire, de rechercher l'objet ancien et on détourne des tissus.

Parfois, s'ajoute la transmission d'un objet de famille ou le plaisir d'offrir un cadeau qui ne soit pas neuf, mais chargé d'un peu de soi-même...

yoga-lachapellebouexic@laposte.net



QUAND ACHETER MOINS FAIT DU BIEN

L'espace de vie sociale (EVS) L'Anr'temps porté par l'association Familles Rurales de Plouguerneau témoigne par ses initiatives que lutter contre le gaspillage peut permettre d'acheter moins tout en favorisant le partage et la solidarité sur un territoire.

L'association agit sur trois sources du gâchis alimentaire : le surplus des produits frais, les denrées dont la date limite d'utilisation est dépassée, mais restent encore consommables et l'excès de récoltes. Ce projet provient d'une demande de partenariat par la banque alimentaire du CCAS de la commune qui souhaite limiter ses pertes alimentaires. Un nouveau maillon à la chaîne solidaire a été créé. En effet, les lieux d'accueil de publics comme le centre de loisirs de l'association utilisent désormais ces aliments. Mais depuis mai 2022, l'action de Familles Rurales va plus loin. Elle permet à tous les habitants de jeter moins, mais aussi de bénéficier des dons.

Partager et non gaspiller sont désormais à la portée de tous les habitants de Plouguerneau depuis 8 mois. Un frigo solidaire accompagné d'une zone de dons pour les produits moins fragiles est accessible en libre-service 24h sur 24h dans un lieu discret et central de la commune. Particuliers et professionnels peuvent enregistrer leurs dons et déposer des denrées, mais aussi des produits d'hygiène. Il ne reste plus aux habitants qu'à prendre l'habitude de visiter le frigo solidaire avant de faire leurs courses.

Au-delà de favoriser une consommation plus sobre, ce projet agit également pour une alimentation de meilleure qualité. C'est dans cet objectif que l'EVS prévoit de mettre en place des ateliers pour apprendre à cuisiner les légumes de saison déposés.

Contact : 02 21 09 21 34 / afrplouguerneau.evs@gmail.com



RÉPARER POUR NE PAS JETER

L'association de Tremblay les Villages avec son Relais Familles a mis en place un « répare café » mensuel. Ce projet lancé il y a un an, s'inscrit dans une démarche environnementale : réparer pour ne pas jeter !

D'avril à octobre, un atelier de réparation des vélos est proposé et de novembre à mars il laisse place au petit électroménager. L'association s'adapte aux saisons pour répondre aux besoins des familles.

Le café est animé par des bénévoles et l'animateur du Relais dans un esprit de transmission. Petits et grands peuvent venir réaliser l'entretien ou la réparation de leurs deux-roues non motorisées.

Grille-pain, centrale vapeur ou pistolet à peinture, rien ne repart sans avoir été démonté et vérifié. Si la panne est réparable, le nécessaire est fait immédiatement.



JEUNES :

TRAJECTOIRES NON TRACÉES

ILIAS, 17 ANS,
LYCÉEN

« C'est la société qui nous pousse à consommer »

« J'ai conscience d'avoir beaucoup trop d'impact sur l'environnement : je mange de la viande presque tous les jours, et j'ai compris depuis peu que les jeux vidéos sont énergivores, or j'y passe pas mal de temps... Notre professeur de physique nous a incité à comparer les formules physiques et numériques de certaines de nos activités, comme regarder un film sur un lecteur de DVD ou en streaming, la seconde option est nettement plus polluante ! J'ai aussi appris que l'envoi d'un mail avec une pièce jointe est autant énergivore qu'une ampoule allumée pendant 24 heures et que les mails professionnels de 100 salariés pendant un an représentent l'équivalent de 13 allers-retours Paris-New-York !

Mais les activités numériques, je ne vois pas comment y renoncer, et je pourrai pas me passer des jeux vidéo, car ils n'ont pas de substituts. Lire un livre par exemple, cela n'a vraiment rien à voir ! Concernant l'alimentation, je n'ai vraiment pas envie de devenir vegan, mais je suis prêt à consommer des produits de meilleure qualité et vendus en vrac.

Je crois qu'il y a une urgence à alerter les personnes des petits gestes du quotidien, comme faire soi-même ses produits ménagers, ne pas acheter d'aliments emballés, qui permettent de réduire son impact environnemental. Personnellement j'y suis sensibilisé par les parents de mon amie, qui sont ultra respectueux de tous ces gestes environnementaux, mais nous, on les ignore.

En fait, c'est toute la société qui nous pousse à consommer. Les jeunes n'y peuvent pas grand-chose. Nous n'avons pas de voiture, nous ne prenons pas l'avion, nous achetons de moins en moins de vêtements neufs. Mais on découvre dans le même temps que l'eau utilisée pour les toilettes est potable, on constate que la production de SUV est encouragée. Il faudrait déjà sanctionner les producteurs ! »

LUCILLE, 25 ANS,
EN FORMATION

« Je suis prête à vivre en écovillage »

« Tout a commencé au moment du collège, c'est là que j'ai pris conscience de la gravité de la situation écologique. Mais c'est plutôt grâce à ma famille et mes amis, car je trouve que les enseignants ne nous incitent pas suffisamment à développer un regard critique sur le monde. C'est normal, on ne peut pas demander au système en place de donner aux générations suivantes les outils qui leurs permettraient de changer la société pour un monde plus juste et durable, car il signerait là son arrêt de mort ! J'ai été marquée par le film « En quête de sens », réalisé par Nathanaël Coste et Marc de la Ménardière, dont l'une des phrases a changé ma vie « Ne cherchez pas d'emplois, cherchez un mode de vie ! ». L'important c'est bien de choisir un métier qui corresponde à nos valeurs, mais pas seulement, il faut aussi trouver la façon de se nourrir, de se loger, de consommer l'énergie, qui ait le moins d'impact sur la planète. Cette réflexion m'a conforté dans l'idée que l'écovillage était le moyen qui me permettrait de vivre en accord avec mes idées. Et c'est ainsi que j'ai commencé à me former pour acquérir des compétences en permaculture, puis en construction durable. Dans le but d'intégrer bientôt, ou même de créer, un écovillage. »

DES JEUNES DE PLUS EN PLUS CONCERNÉS
PAR LA SOBRIÉTÉ

Depuis une dizaine d'années, les enquêtes de l'Observatoire Société et Consommation (ObSoCo) montraient que, contrairement à une idée reçue, la sensibilité aux questions environnementales était croissante avec l'âge. Les plus jeunes se montraient donc les moins sensibilisés, alors qu'ils témoignaient par ailleurs d'une perméabilité aux valeurs consuméristes plus forte que la moyenne. Mais les choses changent !

En 2019, les chercheurs notaient que les plus jeunes étaient les plus fervents partisans de « l'utopie écologiste »*. Les dernières données** confirment cette tendance : à la fois sur le plan des attitudes et sur celui des comportements, les 18-24 ans sont au moins aussi engagés que leurs aînés, voire plus dans certains cas. Ils sont 66 % à trier systématiquement leurs déchets, une majorité à déclarer intégrer la question de l'impact environnemental (55 %) et 30 % à déclarer intégrer la question de l'impact social et sociétal (niveau de rémunération des petits fournisseurs, conditions de travail des salariés, implication de l'entreprise dans la vie locale...) dans leurs choix en matière de consommation.

* Observatoire des perspectives utopiques,

** Observatoire de la consommation responsable

POUR EN SAVOIR PLUS

MESSAGES ET LABELS : COMMENT NE PAS SE FAIRE AVOIR

Un hypermarché propose jusqu'à 40000 produits différents en rayon. Avec cette abondance, les professionnels cherchent à se démarquer pour emporter le choix des consommateurs. Ils utilisent donc des mentions et des logos visant à promouvoir leur engagement pour l'environnement, la biodiversité, une société plus solidaire

« Bon pour les abeilles », la couleur verte et les paysages contribuent à faire penser à un produit responsable souvent à tort. Il n'est donc pas aisé de faire le tri. Est-ce fondé ? Peut-on faire confiance ?

Tout d'abord, il faut distinguer les informations marketing des informations réglementaires. Par exemple, les étiquettes énergie, les pourcentages de matière recyclées incorporées, la réparabilité ou encore l'origine en alimentation sont devenus obligatoires pour certains produits. Leur présence ne reflète pas un investissement particulier de l'entreprise mais une information comparable destinée à aider le consommateur dans son choix. Elles sont factuelles et contrôlées.

Les labels se différencient des logos privés comme « Elu produit de l'année » par les engagements qu'ils requièrent. Un cahier des charges encadre la fabrication ou le service et doit répondre à des critères à la fois sur son contenu et la manière dont il est élaboré et géré.

Pour l'impact environnemental, le cahier des charges doit tenir compte de l'ensemble du cycle de vie, couvrir les impacts les plus significatifs et garder

une bonne aptitude à l'emploi. Ainsi, ne s'intéresser qu'à la composition du tissu sans s'engager sur la façon dont le vêtement est produit du champ jusqu'à l'étal ne répond ni au critère de cycle de vie ni aux impacts les plus significatifs.

Le cahier des charges doit être élaboré avec toutes les parties prenantes et révisé régulièrement. Enfin un organisme indépendant doit contrôler les professionnels affichant le label.

Quand le label est officiel, l'Etat ou l'Europe apportent leur garantie. Ils sont peu nombreux : en alimentation il s'agit du label agriculture biologique, des trois labels justifiant d'une origine (AOP, IGP, STG) et le Label Rouge. En environnement, l'Ecolabel européen est le seul label écologique officiel.

D'autres labels restent un choix intéressant pour le consommateur désireux de limiter ses impacts. L'ADEME¹ a évalué les labels de 13 catégories de produits allant de l'alimentation aux objets du quotidien en passant par l'hygiène, le textile et l'hébergement.

Attention aux mentions du type « un produit acheté – un arbre planté » !

Il s'agit là au mieux de compenser des dommages causés. C'est une action menée par l'entreprise qui n'assure en rien un impact limité du produit ni que l'ensemble de ces impacts aient été compensés.

<https://agirpourlatransition.ademe.fr/particuliers/labels-environnementaux>

DES PROJETS ET DES HOMMES

LE PROJET

UN ÉCOSYSTÈME COOPÉRATIF EN MILIEU RURAL



Créer un modèle de quartier rural en transition, qui pourra être essaimé dans d'autres territoires à revitaliser : c'est le projet très ambitieux mené par une Société Coopérative d'Intérêt Collectif dans le Lot et Garonne.

Imaginez un quartier rural qui réunirait un tissu d'activités économiques et où résideraient une trentaine de personnes percevant un revenu d'autonomie en monnaie citoyenne locale, en complément de leur revenu d'activité. Les entreprises utiliseraient cette monnaie complémentaire pour maintenir la richesse sur le territoire et participer au développement d'une économie respectueuse de valeurs humanistes et écologiques. Bien sûr, l'énergie pour alimenter ce quartier serait produite localement, et l'alimentation viendrait des producteurs locaux. Non, vous n'êtes pas dans l'adaptation cinématographique des dernières aventures des Bisounours, mais dans le Lot et Garonne, où se développe le projet Tera.

Au départ de cette aventure, il y a un entrepreneur qui se définit comme « humaniste », Frédéric Bosqué, cofondateur du Mouvement français pour un revenu de base et du Sol-violette, la monnaie citoyenne de la ville de Toulouse.

Une centaine de personnes, venues des quatre coins de la France, l'ont rejoint dans cette région et se sont déjà implantés dans deux villages : à Tournon d'Agenais ils ont ouvert une épicerie bio et locale, et sur la ferme de Lartel à Masquières, ils ont monté des activités de maraîchage, menuiserie, boulangerie, cuisine.

Leur objectif aujourd'hui : créer tout un quartier rural, sur un terrain de 4 hectares acquis en 2020 sur la commune de Trentels et en partenariat avec elle. Les travaux démarreront au printemps, pour construire un centre d'Eco-construction, de Ressources et de Formation (CERF). Il faudra ensuite installer une zone d'accueil en Habitats Légers de Loisirs (HLL), construire les maisons de la coopérative d'habitants, installer des panneaux solaires, un espace de restauration et de distribution, et mettre en partage une flotte de dix véhicules. Des recherches de fonds sont en cours (le budget global est de 9 millions d'euros), et le projet suivi de près par l'ADEME.

Relocaliser la production, intégrer la distribution, distribuer des revenus d'autonomie et gouverner collectivement pour affecter au mieux les investissements : c'est l'ambition de ce projet totalement inédit qui vise à créer une nouvelle organisation sociale et écologique durable. Si tout se déroule comme prévu, d'ici 2028, le premier quartier rural en transition de France devrait être opérationnel...

Pour participer à la levée de fonds: <https://lustrac-en-transition.coop/>



LE PORTRAIT

ADELINE RONY, CO-CRÉATRICE DE L'ASSOCIATION TERO-LOKO

Soucieuse de favoriser l'insertion de personnes éloignées de l'emploi, qu'elles soient réfugiées ou françaises, Adeline Rony a co-créé l'association Tero-Loko, membre du réseau Cocagne et d'Emmaüs France.

Diplômée de l'Institut d'études politiques et d'un master 2 en Politique de développement, Adeline Rony, 37 ans, a mis ses diplômes au service d'une entreprise très concrète d'insertion, avec la volonté de favoriser la mixité des différentes cultures sur le territoire. *« J'ai travaillé pendant 5 ans à l'accompagnement juridique et social de demandeurs d'asile. Les personnes attendaient leur titre de séjour comme un sésame. Et quand il était délivré, c'était un nouveau parcours du combattant : elles n'avaient ni logement, ni emploi. Je me suis dit qu'il fallait faciliter cette transition, d'une part, et créer des espaces de solidarité en milieu rural, pour lutter contre les préjugés et le racisme dans des territoires où les gens ne croisent que rarement des étrangers ».*

Ayant grandi dans la région, c'est là qu'elle prospecte avec Lucie Brunet et rencontre le maire de Notre-Dame de l'Osier, désireux de re-dynamiser un village dortoir de 500 habitants, qui a perdu tous ses commerçants. *« On cherchait des terres, des bâtiments, non loin de transports en communs, et une mairie accueillante ! Le maire était volontaire, et un maraîcher local nous a transféré son exploitation, pour devenir encadrant à l'association ».* A la première réunion publique, une partie des habitants expriment leur peur d'être « envahis ». Mais d'autres s'engagent fortement, et rapidement les esprits s'apaisent.

Tero-Loko fait aujourd'hui partie du réseau Emmaüs et Terre de Cocagne ; Ce lieu mixte permet à 17 personnes, réfugiés en situation régulière (deux tiers des effectifs) et personnes de la région bénéficiaires du RSA ou éloignés de l'emploi depuis plus de 12 mois, d'avoir un contrat d'insertion en maraîchage ou production de pain. Les produits sont vendus sur un marché hebdomadaire, différents ateliers (cuisine, poterie, boccas, etc) sont organisés, ce qui a remis de l'animation dans le village. Une levée de fond citoyenne est aujourd'hui organisée avec la foncière d'Emmaüs, pour permettre la construction d'un nouveau bâtiment destiné à l'association.

Consolider l'association, rester à taille humaine, c'est maintenant l'objectif de l'équipe. *« Après deux ans, les personnes accueillies ici nous quittent, et nous avons déjà de beaux résultats »,* commente Adeline. Plusieurs ont déjà trouvé des formations longues, ou des emplois fixes dans des secteurs variés : auxiliaire-ambulancier, comptabilité, boulanger...





L'ENTREPRISE

L'ATELIER PAYSAN :

REDONNER DE L'AUTONOMIE AUX AGRICULTEURS

Partant du principe que la dépendance technique est un des principaux freins à l'autonomie paysanne, cette coopérative d'autoconstruction aide les agriculteurs à fabriquer puis entretenir leurs propres outils.

Coopérative d'intérêt collectif à but non lucratif, l'Atelier paysan œuvre depuis 2009 à la généralisation d'une agro-écologie paysanne, et plaide pour un changement radical de modèle agricole et alimentaire. « L'utilisation de machines agricoles surpuissantes et high-tech rendent l'agriculteur dépendant de l'ingénieur, du banquier, de l'industrie du numérique, explique Marie Océane Fékari, directrice générale. Ces pratiques ont également un impact sur la destruction des communautés paysannes, l'aménagement du territoire, l'emploi rural, l'offre alimentaire ».

Ces paysans se sont donc rassemblés dans une SCI comprenant aujourd'hui près de 170 sociétaires, pour concevoir leurs propres équipements de travail : outillage, machines, bâtiments. Des équipements qui ne sont pas disponibles dans l'offre industrielle, ou peu adaptés à une agro-écologie paysanne, ou trop chers. Pourquoi subventionner à ce niveau le renouvellement des équipements des agriculteurs, poussant toujours plus loin la logique de l'endettement ?

Comment leur permettre d'entretenir et de réparer eux-mêmes leurs outils ?

L'Atelier Paysan pour répondre à ce défi dispose de 30 permanents répartis sur trois sites : le siège social historique à Renage, en Isère, où le projet a débuté il y a une vingtaine d'années ; une antenne de formation dans le Morbihan, une autre dans le Minervois, qui peuvent accueillir des stagiaires. Sept camions-ateliers ont en outre la capacité de se déplacer sur tout le territoire pour monter des ateliers éphémères.

L'Atelier organise ainsi des formations « classiques », mais il réalise également des TRIP - Tournées de Recensement d'Innovations Paysannes. « *Nous allons de fermes en fermes documenter des adaptations, des astuces, des bonnes pratiques autour de l'outillage, du machinisme et des bâtiments qui constituent l'outil de travail de l'exploitation*, explique Marie-Océane. *Nous pouvons ensuite proposer aux agriculteur-trices de concevoir, adapter, entretenir et réparer des agroéquipements adaptés à des besoins et un terroir* ». Et ce jusqu'à la mise au point d'outils adaptés pour les femmes ! Par exemple ont été mis au point des modèles de triangles pour atteler les outils plus légers, afin que les agricultrices puissent atteler et dételer très rapidement.

Les prototypes inventés sont mis à disposition de tous, grâce à des brochures, des vidéos, des plans. Au total, ce sont près d'un millier de technologies paysannes qui se trouvent ainsi référencées sur le site Internet de l'Atelier Paysan. Après avoir travaillé surtout des outils de maraichage, l'atelier travaille sur des outils de grandes cultures, pour la conservation des prairies et le semis direct.

Mais un nouveau défi l'attend : la révolution numérique de « l'agriculture 4.0 ». Aux Etats-Unis, des combats législatifs

opposent déjà les constructeurs aux agriculteurs. Comme ce qui s'est passé avec les semences, des lois confèrent aux industriels l'exclusivité sur la réparation et la modification des logiciels qu'ils intègrent à leurs tracteurs, ce qui contraint les clients à passer par des réparateurs agréés... ou bien à pirater le logiciel.

Depuis 2018, l'Atelier Paysan souhaite donc sortir de son rôle « *d'alternative un peu dérisoire en face de l'industrie, de la machine, des pesticides et de la robotique. Nous nous définissons dorénavant comme un outil de transformation sociale*, expliquent dans *Reprendre la terre aux machines* (Ed du Seuil, 2021) les responsables de l'Atelier. *Car soyons lucides : plus il y a de bio, plus il y a de fermes-usines. Donc, il n'y a aucun lien entre le développement de nos alternatives, pourtant de plus en plus nombreuses, et un quelconque recul de l'agro-industrie.*

Il nous faut modifier notre discours : ne plus dire que nos alternatives vont changer le monde, mais proposer un projet politique commun, à la fois pour les gens qui veulent sauver la planète et pour ceux qui n'ont pas même accès à l'alimentation frelatée que propose l'industrie ».

Pour pouvoir bâtir autre chose qu'une logique de marché, la coopérative souhaite s'attaquer au fonctionnement des réseaux alimentaires à l'échelle de la société et pas seulement à celle des communautés.

<https://www.latelierpaysan.org/>





**J'adhère
à la transition
écologique pour
toutes et tous.**

#jadhère

à Familles Rurales

**Familles
rurales**
Vivre mieux !